

Paris, le 15 mars 2016

Contribution personnelle de JC Devèze

La croissance mondiale d'une décennie à l'autre

La note de France Stratégie et le débat qui a suivi le 3 mars 2016 ont amorcé de façon intéressante le processus « 2017/2027, voir plus loin, voir plus clair ». Notre contribution vise à critiquer une démarche amorcée sous un angle « tout est d'abord économique », même si les préoccupations sur les facteurs géopolitiques ont été rappelées et si le débat a confirmé que le politique a toute sa place : nécessité d'une coordination des politiques économiques européennes, réorientation de l'épargne vers l'investissement, etc.

Le **diagnostic** proposé sur la croissance mondiale a éludé à tort quatre questions fondamentales (citées à la fin de la note, mais qui auraient dû en faire partie), à savoir la qualité de la croissance, l'avenir de la mondialisation, les phénomènes migratoires et les problèmes institutionnels.

La question non traitée de la **qualité de la croissance** renvoie à une future note prévue sur le « *modèle de développement* » qui privilégierait une approche centrée sur la répartition des revenus. Il faut s'interroger non seulement sur nos modèles, mais aussi sur nos modes de développement trop axés sur la consommation et pas assez sur des modes de vie plus équilibrés. Le futur développement des territoires sera marqué par les innovations des créatifs culturels, par des propositions alternatives (voir le film « *Demain* »), par l'utilisation de techniques plus sobres en énergie et en matières premières, par des réseaux et des mouvements mondiaux qui contestent la recherche de la croissance pour la croissance, par une réflexion sur ce qui doit croître et ce qui doit décroître.

Ceci conduit, concernant l'**avenir de la mondialisation**, à ne pas se limiter aux questions économiques (accords commerciaux multilatéraux ou régionaux, interdépendance économique, régulation financière...), mais à rappeler l'importance des approches écologiques et sociales : le dérèglement climatique et la persistance de la grande pauvreté dans une grande partie du monde imposent aux pays et aux continents les plus développés un effort de prise en compte de ces facteurs menaçant la survie et la coexistence pacifique sur notre planète. Cette action conditionne la confiance ou non des citoyens du monde dans une mondialité ouverte en lien avec l'émergence d'une culture mondiale adaptée à notre temps.,

Le **facteur migratoire** est évoqué dans les risques géopolitiques, mais, dans les questions à traiter de la fin de la note, on s'interroge sur l'accroissement des flux migratoires alors que celui-ci nous semble inéluctable ; ensuite, on se limite à une question sur leurs conséquences économiques et sociales en oubliant leurs répercussions sur les plans politique, social et culturel.

Quant aux **problèmes institutionnels**, ils ont du mal à se résoudre, la plupart de nos sociétés en crise étant incapables de générer des pouvoirs en place capables de fédérer les énergies par une pratique démocratique renouvelée, de négocier des compromis solides et de proposer de nouveaux équilibres dépassant les seuls intérêts nationaux. Ce sont les prises de conscience des opinions publiques sur l'écologie qui ont permis la réussite sur le plan politique de la COP 21, l'essentiel restant à faire pour passer du politique aux réalités de terrain.

En résumé, il faut compléter le diagnostic sur la croissance mondiale dans les dix ans à venir en adoptant une approche moins strictement économique, plus interdisciplinaire, afin de

prendre mieux en compte les flux migratoires dans la question du vieillissement de certaines populations, les tensions culturelles dans les risques géopolitiques, la question écologique dans le type de croissance et de productivité recherché, sans oublier le facteur éducatif qui aura des conséquences importantes certes à long terme, mais déjà maintenant sur les rapports entre peuples et entre générations.

Esquissons quelques **voies à explorer** pour coconstruire des coopérations entre acteurs dans la durée (tirées de nos travaux en cours sur « [Le Pacte civique et les échéances électorales 2017](#) ») :

- L'action publique sera d'autant plus efficace dans le domaine écologique qu'elle accompagnera les initiatives de la société civile et des collectivités locales, plutôt que de vouloir imposer des solutions venues d'en haut.
- Promouvoir, diffuser et enseigner un nouveau civisme, dans un monde de plus en plus complexe et agressif, pour permettre d'associer les citoyens aux choix sur l'avenir de notre monde, ce que propose le serment de Paris de décembre 2015 « [Citoyens des peuples de la terre : créons notre propre pouvoir](#) ».
- En matière de migrations, créer progressivement un droit à la mobilité et à l'installation, temporaire ou définitive, plus choisie que subie, obligeant chaque pays à construire une identité ouverte et non close. C'est le but à poursuivre, même s'il apparaît difficile en raison du poids du passé sur les identités et des écarts d'éducation et de développement. D'où la proposition de mise en place d'une organisation internationale pour aider à cette transition et accompagner les efforts tant des pays de départ que des pays d'accueil.

NB Le débat sur des politiques de l'offre versus des politiques de la demande mériterait d'être clarifié.